

Sommaire

Introduction — 9

Chapitre I : « De vraies puissances »

La genèse de l'Internationale – 15

Chapitre II : « Ces ânes de proudhoniens »

Une mise en marche laborieuse (1864-1866) — 39

Chapitre III : « Et l'Internationale

devint une force réelle » (1867-1868) — 83

Chapitre IV : *Imperium in imperio*

Bakounine dans l'Internationale — 127

Chapitre V : Le chaudron de l'Histoire

La fin de l'Empire et la guerre — 189

Chapitre VI : « À l'assaut du ciel »

L'Internationale et la Commune de Paris — 229

Chapitre VII : Le véritable schisme

dans l'Internationale ou son déclin — 273

Conclusion — 347

Annexes – 351

Adresse inaugurale de l'Association

Internationale des Travailleurs — 353

Statuts provisoires (*Provisional Rules*) de

l'Association Internationale des Travailleurs — 365

Entretien avec Karl Marx, *The World*, New York,

18 juillet 1871 — 371

Notes — 385

Bibliographie — 405

Un grand merci à Eric Hazan pour sa confiance.

Ma gratitude va à Lico, Hervé Lefèvre, Marie Ghis Malfilatre, Daniel Pia, Bruno Pia, Iffik Le Guen, Frédéric Ciriez, Bruno Le Dantec et Rémy Toulouse pour leur lecture bienveillante et leurs remarques amicales.

Ma reconnaissance va également à Stella Magliani-Belkacem, Sébastien Budgen, Donato, Gino Labireta, Marianne Enckell et le CIRA de Lausanne qui ont su m'aider dans mes recherches.

Je souligne que cette étude de synthèse est forcément redevable aux travaux d'historiens défricheurs tels Jacques Rougerie, Marc Vuilleumier, Arthur Lehning, Maximilien Rubel, Jeannine Verdès, Jacques Freymond, Maurice Moissonier, Miklós Molnár, Jean Maitron ou encore Michel Cordillot.

La lutte des classes, toujours présente à l'esprit d'un historien nourri de Marx, a pour enjeu les choses concrètes et matérielles sans lesquelles celles de l'esprit, et tous les raffinements, ne sauraient exister. Ces dernières, cependant, n'apparaissent pas dans la lutte des classes comme l'image d'un butin qui échoit au vainqueur. Elles vivent au cœur de cette lutte comme confiance, courage, humour, ruse et persévérance. Leur écho se répercute dans la nuit des temps passés. Elles viendront toujours remettre en cause les victoires dont sortirent les dominateurs.

*Walter Benjamin,
« Sur le concept d'histoire », 1940.*

Introduction

*Il est plus facile de penser
la fin du monde
que la fin du capitalisme.*
Fredric Jameson

Pourquoi revenir sur l'histoire de la I^{re} Internationale ? À l'heure où le seul internationalisme qui prévaut est celui des marchés, de la finance et des multinationales, l'idée d'une solidarité entre les peuples et les travailleurs du monde entier semble appartenir aux utopies des XIX^e et XX^e siècles. Tandis que la nécessité même d'un dépassement du capitalisme se fait ressentir chaque jour davantage, nous nous retrouvons cruellement dépossédés de tout horizon émancipateur.

Aussi nous a-t-il paru nécessaire de rappeler ce qu'a été l'expérience de l'Association internationale des travailleurs depuis sa création à Londres en 1864 jusqu'à son délitement à la fin des années 1870. Que faut-il en retenir aujourd'hui ? Qu'elle a été le vivier d'idéologies socialistes hétérogènes (proudhonisme, social-démocratie, marxisme, anarchisme) et finalement concurrentes, se disputant la direction du mouvement ouvrier ? L'arène d'une lutte personnelle entre deux figures majeures, Marx et Bakounine ?

Avant tout, l'A.I.T. a été une tentative inédite, celle de l'organisation fraternelle de militants ouvriers décidés à inventer leur avenir eux-mêmes, en dépit des concurrences nationales, des guerres impérialistes et d'un capitalisme déjà mondialisé. On peut voir dans cette expérience un hommage aux ressources utopiques humaines. L'Association internationale des

L'émancipation des travailleurs

travailleurs a constitué ce creuset de tendances et d'idées qui a cherché à donner un contenu aux idées sociales les plus avancées de son époque, tout en appuyant la lutte du mouvement ouvrier pour l'amélioration de sa situation matérielle immédiate, à ce moment historique où le prolétariat européen prend conscience de lui-même et de sa force potentielle.

En recontextualisant le sujet, il m'a semblé important de me placer en dehors de tout déterminisme historique et de redonner leur place à tous les protagonistes, aux premiers rôles comme aux figurants, qui ont cheminé avec cette force d'imagination qui les poussait vers le dépassement des conditions existantes. La I^{re} Internationale n'a certes pas pu répondre à tous les problèmes de son siècle, ni *a fortiori* anticiper ceux du siècle suivant. Des questions sont restées en suspens : celle des peuples colonisés, celle de la libération des femmes, celle de la paysannerie. Et les querelles mesquines et les jalousies navrantes, qui ont succédé aux âpres rapports de force des premiers congrès, ont fini par prendre le dessus sur les idéaux grandioses et sur l'unité de ce qui a été la première ébauche d'une organisation de masse mondiale.

L'histoire de la I^{re} Internationale est rythmée par plusieurs séquences : période coopérative (1864-1866), période collectiviste (1866-1869), période de lutte de classes (1869-1870) et enfin une période que l'on peinerait à définir autrement que par « conflictuelle »... et qui s'étend de la conférence de Londres, après la Commune, jusqu'aux multiples divisions qui s'étaient durant plusieurs années après le congrès scissionniste de La Haye en 1872.

Les premiers débats dans l'Internationale mettent l'accent sur le modèle coopératif des associations ouvrières de production, qui se veut une alternative au salariat, et sur l'éducation populaire. Il s'agit de doter la classe ouvrière d'instruments pour son

auto-émancipation en veillant à son indépendance par rapport aux gouvernements et au jeu politique. Puis, poussée par l'essor des conflits sociaux à partir de 1867, l'Internationale s'oriente vers l'adoption de principes collectivistes encore assez rudimentaires, pour enfin assumer de plus en plus sa vocation révolutionnaire. Les grandes puissances prennent prétexte de la participation de nombreux internationalistes à l'insurrection de la Commune de Paris pour évoquer le spectre d'une franc-maçonnerie criminelle qui porte atteinte aux fondements de l'ordre social.

L'une des difficultés rencontrées par l'Internationale était de mener une révolution à la fois économique, sociale et politique, sans que l'un de ces aspects ne l'emporte sur les autres. Les débats vont s'orienter dans deux voies divergentes. L'une prônait une forme de « syndicalisation généralisée » de la société, une reprise en main de la production à la base par les travailleurs eux-mêmes, pour répondre aux besoins élémentaires de la société. L'autre, celle des socialistes étatistes, préconisait une solution de plus en plus exclusivement politique, la conquête de l'État par le prolétariat, seule classe capable de répondre à l'intérêt général en accédant au pouvoir.

C'est cette question de la conquête du pouvoir politique qui scinda l'Internationale en deux camps, antiautoritaires contre autoritaires, scission qui suscita encore de sanglantes oppositions au cours du xx^e siècle. Pour de nombreux militants ouvriers à l'époque, l'État était rarement perçu comme une nécessité. Les classes laborieuses ne connaissaient pas ce que Bourdieu a nommé la « main gauche de l'État », celle qui allait constituer son aile sociale, protectrice, redistributrice et éducative. Au moment de la révolution industrielle, l'État était pleinement et sans ambiguïté l'outil de la domination des

L'émancipation des travailleurs

capitalistes, le fondé de pouvoir des classes possédantes. Les ouvriers ne pouvaient compter que sur la mutualisation de leurs propres ressources en cas de chômage, de maladie et de vieillesse. Cela explique la virulence de l'idée « antiétatique » dans une partie de la classe ouvrière : on ne peut rien attendre de l'État car il ne peut être que l'appareil répressif de la bourgeoisie au pouvoir. D'où l'invention d'un contre-modèle de société qui, fondé sur l'autonomie et le fédéralisme, s'oppose à la solution politique de prise de pouvoir par le haut. Les bakouninistes chercheront à radicaliser les mouvements ouvriers naissants, notamment dans les pays latins, à les orienter vers un anarchisme révolutionnaire qui finira à son tour par s'essouffler – à l'exception de l'Espagne qui maintiendra une tradition anarchiste très forte jusqu'à la victoire du franquisme.

Un mot sur Marx, à qui l'on attribue encore de façon un peu simpliste le rôle de dirigeant de l'Association internationale des travailleurs. Marx est effectivement le pivot central au sein du Conseil général de Londres, notamment dans la rédaction des statuts et de l'Adresse inaugurale, puis des rapports à destination des congrès, mais son action dans la montée en puissance de l'A.I.T ne doit pas être exagérée. Le Conseil général n'aura d'ailleurs jamais les prérogatives d'une direction politique. Marx a une influence certaine mais discrète, « en coulisses » comme il l'évoque lui-même, sur les analyses de l'organisation. Le seul mandat dont il dispose est celui de correspondant pour l'Allemagne. C'est avec la Commune de Paris qu'il connaît une célébrité soudaine, du fait surtout des calomnies répandues dans la presse – et on ignore généralement à quel point son œuvre était peu connue au sein du mouvement ouvrier européen avant cette date. « Je suis, s'enorgueillit-il, l'homme en ce moment le plus calomnié et le plus menacé de

Londres. » Ailleurs, il ajoute que cette soudaine notoriété « fait du bien après vingt ans d'une ennuyeuse idylle ». Mais l'A.I.T. est une organisation qui résiste au centralisme. Devant la fronde des fédérations qui souhaitent maintenir leur autonomie, Marx réussira finalement son seul coup de stratège en précipitant la dislocation de l'organisation lors du congrès de La Haye en 1872, seul congrès auquel il ait participé en personne depuis le meeting fondateur de 1864.

La présente chronique veut restituer – sans prétendre à l'exhaustivité – une histoire foisonnante, porteuse d'espoirs révolutionnaires mais aussi de divisions et d'illusions, une histoire qui pourrait à nouveau nous fournir quelques enseignements nécessaires dans l'urgence des combats actuels.

Chapitre I : « De vraies puissances » La genèse de l'Internationale

Aux origines de l'Internationale ouvrière

L'Association internationale des travailleurs (A.I.T.) est fondée le 28 septembre 1864, lors d'un meeting à Londres. Dans un rapport rédigé en 1868, Marx écrit qu'elle n'est « ni fille d'une secte [ni] d'une théorie. Elle est le produit spontané du mouvement prolétaire, engendré lui-même par les tendances naturelles et irrépessibles de la société moderne ». En 1872, le socialiste français Benoît Malon confirme cette analyse : « Pas plus qu'elle n'a de maîtres, l'Internationale n'a de fondateurs ; elle est sortie vivante, pleine d'avenir, des nécessités sociales de notre époque et des douleurs croissantes de la classe ouvrière¹. »

C'est l'aboutissement d'une déjà longue histoire. Sans remonter au projet des humanistes de la Renaissance ou à la mise en relation des philosophes des Lumières au-delà des frontières, c'est la Révolution française qui va donner un retentissement extraordinaire à l'idée d'une fraternité des peuples contre tous les tyrans. « Guerre aux rois, paix aux nations ! » exprime la volonté de mettre fin aux interminables guerres dynastiques. À la Convention, le révolutionnaire prussien Anacharsis Cloots peut se prétendre « orateur du genre humain » et en appeler à la République universelle. Dans son projet de Déclaration des droits de l'homme et du citoyen du 24 avril 1793, Robespierre proclame que « les hommes de tous les pays sont frères, et que les différents

L'émancipation des travailleurs

peuples doivent s'entraider selon leur pouvoir, comme les citoyens d'un même État» (art. 35), et encore que «celui qui opprime une seule nation se déclare l'ennemi de toutes²» (art. 36) – articles supprimés dans la Constitution du peuple français de 1793, qui elle-même n'entrera jamais en application. Au Royaume-Uni, le cordonnier écossais Thomas Hardy organise une campagne en solidarité avec les jacobins français et incite les ouvriers britanniques à se lancer à la conquête de leurs droits politiques et sociaux. Bien que la guerre totale finisse par transformer la « patrie universelle des droits de l'homme » en nation militarisée et conquérante, l'idée d'une fraternité des peuples opprimés et des révolutionnaires démocrates contre l'alliance des monarchies va courir du congrès de Vienne jusqu'au printemps des peuples de 1848.

Parallèlement, la révolution industrielle marque l'avènement de la bourgeoisie triomphante. Le marché mondial fait éclater les anciens cadres économiques nationaux. Le capitalisme maintient dans une concurrence permanente la grande masse des prolétaires, entendus par Marx, dans le *Manifeste du parti communiste* de 1847, comme ceux « qui ne vivent qu'à la condition de trouver du travail et qui n'en trouvent que si leur travail accroît le capital ». Dans la lutte des classes, les ouvriers ressentent la nécessité de s'unir pour défendre leurs intérêts communs – c'est le but des coalitions ouvrières et des *trade-unions* – mais ils prennent aussi peu à peu conscience de leur puissance numérique et de la force révolutionnaire qu'ils représentent.

Dès les années 1830, des membres de la classe ouvrière imaginent la possibilité de créer un lien par-delà les frontières pour aboutir à l'association universelle. Dans un journal ouvrier fondé à Lyon en 1831, l'année de la révolte des canuts, on peut lire : « La sainte alliance des peuples naîtra de la non moins sainte

alliance des travailleurs³. » En Angleterre, en 1836, la London Working's Men Association, constituée par les dirigeants du chartisme, publie un manifeste adressé aux ouvriers belges, qui connaît un certain retentissement en Europe, où l'on prône l'amitié fraternelle, l'universalité des classes ouvrières et où l'on dénonce les systèmes d'oppression. En France, en 1842, les rédacteurs du journal ouvrier *L'Atelier*, sous influence saint-simonienne, adressent un appel aux chartistes anglais pour les inviter à former une alliance entre les ouvriers des deux pays : « Unissons-nous donc étroitement pour que tous ceux qui souffrent ici-bas espèrent la fin de leurs maux, en invoquant l'éternelle alliance des ouvriers de France et d'Angleterre⁴. »

Flora Tristan (1803-1844) reprend cette aspiration à son compte. Durant ses pérégrinations dans l'Angleterre industrielle (*Promenades dans Londres*, 1840), la socialiste analyse clairement les mécanismes de la lutte des classes, concept déjà entrevu par Saint-Simon⁵. En 1843, elle publie un appel aux ouvriers et aux ouvrières, intitulé *L'Union ouvrière*, non exempt d'une vision messianique :

Ouvriers et ouvrières, écoutez-moi. [...] Le jour est venu où il faut agir et c'est à vous, à vous seuls, qu'il appartient d'agir dans l'intérêt de votre propre cause. Il y va pour vous de la vie... ou de la mort ! de cette mort horrible qui tue à chaque instant : la misère et la faim ! [...] Votre action à vous, ce n'est pas la révolte à main armée, l'émeute sur la place publique, l'incendie ni le pillage. Non ; car la destruction, au lieu de remédier à vos maux, ne ferait que les empirer... Votre action à vous, ... c'est l'Union universelle des ouvriers et des ouvrières.

La brochure, distribuée à 20 000 exemplaires, insiste sur la condition première à l'émancipation des

L'émancipation des travailleurs

travailleurs : l'émancipation de la femme, « traitée en paria » par le prêtre, le législateur, le philosophe, et qui est aussi la « prolétaire du prolétaire ». Flora Tristan y affirme que « l'oubli et le mépris des droits naturels » de la femme sont les « seules causes des malheurs du monde » et en appelle à une déclaration des droits de la femme. Mais cette dimension féministe de l'Union ouvrière disparaîtra pratiquement des projets internationalistes ultérieurs. Flora Tristan est l'inspiratrice de la notion d'une classe ouvrière unifiée par sa propre organisation et non chapeauté par une élite, thème que l'on retrouve intégralement dans la formule : « L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes. » Quelques jeunes hégéliens allemands assistent aux réunions organisées rue du Bac, chez la socialiste française. Marx, qui pourtant séjourne alors à Paris, semble les snober, malgré les recommandations d'Arnold Ruge.

Quatre ans plus tard, Marx et Engels rédigent le *Manifeste du parti communiste*, dont le titre initial est *Adresse de l'Autorité centrale à la Ligue des communistes*, et qui sert de brochure à la Ligue des communistes (1847-1851), organisation initialement allemande mais qui a établi des liens étroits avec les chartistes anglais. Elle a succédé à la Ligue des justes, dont la devise « Tous les hommes sont frères » est remplacée par « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! ». Marx décrit un capitalisme « mondialisé » qui a produit une rupture avec les anciens modes de domination : « Par l'exploitation du marché mondial, la bourgeoisie donne un caractère cosmopolite à la production et à la consommation de tous les pays. » Plus loin, il observe que

les démarcations nationales et les antagonismes entre les peuples disparaissent de plus en plus avec le développement de la bourgeoisie, la

liberté du commerce, le marché mondial, l'uniformité de la production industrielle et les conditions d'existence qu'ils entraînent. [...]

Le prolétariat au pouvoir les fera disparaître plus encore. Son action commune, dans les pays civilisés tout au moins, est une des premières conditions de son émancipation.

Abolissez l'exploitation de l'homme par l'homme, et vous abolirez l'exploitation d'une nation par une autre nation.

«Les ouvriers n'ont pas de patrie», affirment Marx et Engels dans une formule qui va sceller le principe de l'internationalisme ouvrier. «On ne peut leur ravir ce qu'ils n'ont pas. Comme le prolétariat de chaque pays doit en premier lieu conquérir le pouvoir politique, s'ériger en classe dirigeante de la nation, devenir lui-même la nation, il est encore par là national, quoique nullement au sens bourgeois du mot.» Le *Manifeste* en appelle à la révolution permanente des travailleurs, «jusqu'à ce que toutes les classes possédantes soient écartées du pouvoir, que le pouvoir d'État soit aux mains du prolétariat et que l'association des prolétaires, non seulement dans un seul pays mais dans tous les pays dominants du monde, ait suffisamment progressé pour que la concurrence entre prolétaires ait cessé dans ces pays et qu'au minimum, les forces productives déterminantes soient concentrées dans les mains du prolétariat». C'est, nous le verrons, fidèle à cette position que Marx exercera son influence une quinzaine d'années plus tard dans l'Association internationale des travailleurs.

Après l'échec des révolutions de 1848 qui, depuis Paris, ont gagné toute l'Europe, les luttes du jeune prolétariat connaissent une période de reflux et lui font prendre conscience de son potentiel révolutionnaire réel. En 1852, un Comité démocratique central